

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 11/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SITREVA

19 Rue Gustave Eiffel - BP 80
78513 Rambouillet

Références : 4626/RAPVI/CC/IC2303XX
Code AIOT : 0010004626

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2023 de la déchetterie exploitée par le SITREVA implantée Zone Industrielle "La queue d'hirondelle" 28230 Droué-sur-Drouette. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITREVA
- Zone Industrielle "La queue d'hirondelle" 28230 Droué-sur-Drouette
- Code AIOT : 0010004626
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Droué-sur-Drouette exploitée par le SITREVA réceptionne des déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial et elle fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 05/10/2000.

L'exploitant bénéficie d'un acte d'antériorité pour la rubrique 2710-1 et 2710-2 du 29/05/2015 faisant passer le site du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2710-2 (volume autorisé de 485 m³) et au régime de la déclaration périodique pour la rubrique 2710-1 (quantité autorisée 6 tonnes).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action coup de poing "prévention du risque incendie en déchetterie"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.6.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Défense intérieure : extincteurs	Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.6.1.2	/	Sans objet
5	Registre de sécurité	Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.8.5.1	/	Sans objet
7	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.2.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Défense extérieure : poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.6.1.1	/	Sans objet
4	Consignes en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.6.3.5	/	Sans objet
8	Stockage des déchets non dangereux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42-I	/	Sans objet
9	Tenue au feu local DMS	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2	/	Sans objet
10	Stockage des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 26 mai 2023 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale "prévention du risque incendie en déchetterie".

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.
Constats : L'installation est dotée d'un séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation.
Observations : Les eaux susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation (vanne manuelle). L'inspection des installations classées constate la présence de la clé de manœuvre en entrée d'ouvrage. Une consigne de fermeture de la vanne en cas d'incendie ou de pollution accidentelle a été établie par l'exploitant et celle-ci est notamment affichée dans le local des agents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Défense extérieure : poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure : poteaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie sera assurée : En priorité par un poteau d'incendie [...]
Constats : Des poteaux incendie sont présents à proximité de l'installation.
Observations : D'après le plan général de localisation des risques, 2 poteaux incendie publics sont présents à proximité du site et un autre situé entre la déchetterie et le centre de transfert. S'agissant de cette borne incendie privée, le procès-verbal de vérification d'Eurofeu du 01/04/2022 précise que cet équipement est en capacité de délivrer un débit de 60 m ³ /h sous une pression 1 bar.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Défense intérieure : extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense intérieure : extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La défense intérieure sera assurée par des extincteurs en nombre suffisant et correspondant à la nature des installations. Ces extincteurs feront l'objet d'un contrôle périodique.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle périodique des extincteurs.
Observations : L'installation est équipée de 2 extincteurs respectivement localisés dans le bureau des agents et dans le local de déchets dangereux. Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport de vérification d'Eurofeu du 01/06/2022 indiquant notamment que l'extincteur n°7 du local de déchets dangereux est corrodé. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si cet appareil a été remplacé, et si un nouveau contrôle périodique a eu lieu. Il est donc demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification des extincteurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.6.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes générales d'incendie et des plans d'évacuation doivent être établis, tenus à jour et affichés dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles seront rédigées de manière à ce que le personnel désigné soit apte à prendre les dispositions nécessaires. Elles comporteront notamment : <ul style="list-style-type: none">- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du service incendie et de secours ;- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides) ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie. Le responsable de l'établissement doit veiller à la formation sécurité de son personnel et à la constitution si besoin d'équipes d'intervention entraînées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les consignes et informations suivantes sont affichées dans les locaux : <ul style="list-style-type: none">- règles de compatibilité des produits chimiques ;- règles de manipulations de produits dangereux et de port des EPI ;- consigne en cas de déversement de produits dangereux ;- consigne de fermeture des vannes en cas d'incendie ou de pollution accidentelle ;- procédure en cas d'incendie précisant les moyens d'extinction et les numéros d'urgence ;- procédure d'alerte en cas d'incident et d'accident indiquant les numéros d'urgence ainsi que les numéros de téléphone du responsable de secteur et de l'astreinte. L'exploitant dispose également d'un plan de localisation des risques (incendie, chutes...) sur lequel sont matérialisés les différents accès du site. D'après les fiches de formation, il est constaté qu'un agent saisonnier a été formé le 01/04/2023 au risque incendie et à l'utilisation de la vanne anti-pollution. Par ailleurs, une formation à l'utilisation des extincteurs a été dispensée le 09/12/2021 aux 3 autres agents de la déchetterie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Registre de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les contrôles et vérifications concernant notamment les moyens de prévention, de détection et de lutte contre l'incendie, les dispositifs de sécurité devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- date et nature des vérifications- personne ou organisme chargé de la vérification- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas nature et cause de l'incident. Ce registre devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le registre de sécurité de l'établissement n'est pas régulièrement tenu à jour.
Observations : L'exploitant tient un registre de sécurité comprenant les mentions prescrites par l'article 1.8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 05/10/2000 susvisé. L'inspection des installations classées constate néanmoins que celui-ci n'est pas tenu à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2000, article 1.6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation électrique est établie selon les règles de l'art et normes en vigueur et sera entretenue en bon état [...]. Les observations mentionnées dans les rapports de vérification électrique de l'organisme agréé doivent être levées.
Constats : Les installations électriques de l'établissement présentent un risque d'incendie et d'explosion.
Observations : L'attestation Q18 consultée lors de la visite mentionne qu'une vérification complète des installations électriques a été réalisée par la société DEKRA le 15/12/2022 conformément au référentiel APSAD D18. L'organisme de contrôle conclut que ces installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de la mise en œuvre des travaux de remise en conformité de ses installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...] Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Absence de consignes de maintenance des systèmes de détection.
Observations : Le bureau d'accueil ainsi que le local de déchets dangereux sont équipés d'un détecteur de fumée. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ces équipements ont été vérifiés et testés conformément à la prescription susvisée. L'inspection des installations classées constate par ailleurs que l'exploitant ne dispose pas de consignes de maintenance de ces équipements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Stockage des déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42-I
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets non dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'installation est pourvue de 10 quais de déchargement identifiés par des panneaux signalant l'affectation de chacune des bennes : <ul style="list-style-type: none">- 1 benne mobilier- 1 benne bois- 1 benne tout-venant- 1 benne métaux- 1 benne gravats inertes- 1 benne gravats en mélange- 2 bennes végétaux- 1 benne carton dotée d'un compacteur. L'agent de la déchetterie déclare que le contrôle du remplissage des bennes est effectué quotidiennement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Tenue au feu local DMS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Tenue au feu local DMS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles. [...] Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les déchets dangereux sont stockés dans une armoire DMS indépendante. L'attestation de conformité du 12/09/2013 signée par la société Serrurerie de la Parette précise que l'armoire DMS référencée sous le n° de série 13-07-275, livrée le 10/07/2013 à Droué-sur-Drouette, satisfait aux caractéristiques de résistance au feu telles que définies par l'arrêté ministériel du 27/03/2012 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stockage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages). [...] Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : Le jour de la visite, il a été constaté que le local de stockage qui dispose d'une rétention intégrée sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Les déchets sont stockés dans des bacs "croco" facilement identifiables par l'affichage de leur nature (bases, acides, produits phytosanitaires...) et par leur pictogramme de danger. Ces conteneurs sont positionnés sur des étagères. Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est affiché et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours, celui-ci précise la quantité maximum de déchets stockés. Un tableau des incompatibilités y est également affiché à l'intérieur de ce local.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet